



Le cumul emploi-retraite des fonctionnaires de l'État des militaires et des magistrats

Réglementation en vigueur au 1er janvier 2023



La réglementation

Le cumul emploi-retraite des fonctionnaires d'État, des militaires et des magistrats est réglementé par les articles L.84 à L.86-1 du code des pensions civiles et militaires de retraite et les articles L.161-22 (1er alinéa) et L.161-22-1 A du code de la sécurité sociale pour les pensionnés civils dont la date de la première pension prend effet à partir du 1er janvier 2015.

La législation du cumul d'une pension de l'Etat et d'une rémunération d'activité n'a d'effet que sur le paiement de la pension. Elle ne régit ni les conditions de recrutement, ni de rémunération des pensionnés de l'Etat qui reprennent une activité. Ces règles ne concernent que la pension personnelle. Les titulaires d'une pension de réversion (de veuf ou de veuve) ne sont pas concernés.

Si vous êtes titulaire d'une première pension dont la date d'effet est fixée à compter du 1er janvier 2015, l'exercice d'une activité, quel que soit votre âge, n'ouvre aucun nouveau droit à retraite. Vous n'êtes pas concerné si vous êtes titulaire d'une pension militaire de retraite, d'une pension civile ou militaire de retraite allouée pour invalidité ou d'une pension civile de retraite dont la date d'effet est antérieure au 1er janvier 2015.

Etes-vous concerné ?

Vous êtes titulaire d'une pension militaire de retraite ?

Nb : Ces dispositions ne vous sont pas applicables si vous êtes titulaire d'une Pension Afférente au Grade Supérieur (PAGS). Si vous reprenez une activité au sein d'un organisme public, votre PAGS sera annulée.

Seules les personnes dont la situation est indiquée dans un rectangle sont concernées par les règles de cumul.

et vous avez atteint la limite d'âge de votre ancien grade.

de non officier rémunérant moins de 25 ans de services (militaires et civils).

allouée pour invalidité (hors pension militaire d'invalidité attribuée au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre).

et à partir de 60 ans si votre durée d'assurance requise tous régimes confondus est égale à (voir les conditions dans le tableau 1 en annexe).

et à partir de 65 ans suivant les conditions indiquées présenté dans le tableau 2 en annexe.

et rémunéré par un organisme public à caractère industriel ou commercial.

et rémunéré par un organisme privé français, étranger ou un organisme international.

Vous n'êtes pas soumis aux règles du cumul

Votre situation ne relève pas des situations précédentes, et vous êtes :

rémunéré par un employeur public d'État ou un établissement public ne présentant pas un caractère industriel ou commercial qui lui est rattaché.

rémunéré par une collectivité territoriale ou un établissement public ne présentant pas un caractère industriel ou commercial qui lui est rattaché.

rémunéré par un établissement de la fonction publique hospitalière.

Vous êtes soumis aux règles du cumul et devez en informer votre centre de gestion des retraites

Vous êtes titulaire d'une pension civile de retraite ?

Nb : Pour connaître la réglementation qui vous est applicable vous devez vous référer à la date d'effet de votre première pension d'un régime de base (Etat, assurance retraite, des professions agricoles, des commerçants et industriels...) Pour en savoir plus, consulter le site www.info-retraite.fr

Seules les personnes dont la situation est indiquée dans un rectangle sont concernées par les règles de cumul.

← Avant le 1er janvier 2015

Après le 1er janvier 2015 →

et allouée pour invalidité.

et à partir de 60 ans si votre durée d'assurance requise tous régimes confondus est égale à (voir les conditions dans le tableau 1 en annexe).

et à partir de 65 ans suivant les conditions indiquées présenté dans le tableau 2 en annexe.

et rémunéré par un organisme privé français, étranger ou un organisme international.

et rémunéré par un organisme privé français, étranger ou un organisme international.

et rémunéré par un organisme public à caractère industriel ou commercial.

et rémunéré par un organisme public à caractère industriel ou commercial.

et rémunéré par un employeur public d'État ou un établissement public ne présentant pas un caractère industriel ou commercial qui lui est rattaché.

et rémunéré par une collectivité territoriale ou un établissement public ne présentant pas un caractère industriel ou commercial qui lui est rattaché.

et rémunéré par un établissement de la fonction publique hospitalière.

La règle de plafonnement

vous pouvez percevoir intégralement votre pension si vos revenus bruts d'activité sont inférieurs par année civile à un plafond égal **au 1er janvier 2023 à la somme de 7 549,92 €** augmentée du tiers du montant brut de votre pension. Toutefois, si vos revenus bruts d'activité sont supérieurs à ce plafond, seul l'excédent est déduit de votre pension. Si cet excédent est supérieur au montant de votre pension son paiement est alors suspendu en totalité.

Exemple : le montant brut total de votre pension est de 18 000 € par an.

- Le plafond est alors de 7 549,92 + 6 000 € (tiers de la pension) soit 13 549,92 €.
- Si vos revenus bruts d'activité sont de 10 925 €, vous pouvez percevoir intégralement votre pension.
- Si vos revenus bruts d'activité sont de 21 623 €, la somme de 21 623 € - 13 549,92 € soit 8 073,08 € est déduite de votre pension.

Un simulateur de calcul est à votre disposition sur le site : <https://retraitesdeletat.gouv.fr>

Précisions complémentaires

- Si, compte tenu des informations précédentes, vous êtes soumis aux règles du cumul emploi retraite, vous devez déclarer votre reprise d'activité à l'aide des formulaires dédiés sur le site retraitedeletat.gouv.fr
- Pour l'application de la législation du cumul, il est tenu compte **du montant brut avant toutes déductions** de l'ensemble des revenus perçus quelle que soit leur dénomination (salaire, vacances, indemnités, primes, honoraires...). Toutefois, l'indemnité de résidence et les suppléments pour charges de famille ne sont pas compris parmi les éléments de rémunération à retenir.
- S'agissant des **assistants maternels et familiaux de l'aide sociale à l'enfance (ASE)**, il est tenu compte du montant brut de la rémunération (hormis les indemnités pour l'entretien et les fournitures des enfants) et **non du revenu imposable spécifique**.

ATTENTION : En cas de titularisation dans un emploi conduisant à pension de l'Etat ou de la CNRACL, votre pension civile sera annulée conformément aux dispositions de l'article L.77 du code des pensions civiles et militaires de retraite.

Nous contacter

Pour tout contact, munissez vous de votre numéro de sécurité sociale ou de votre numéro de pension.

Via le site internet : retraitesdeletat.gouv.fr

Par téléphone : **0 970 82 33 35** du lundi au vendredi pour la métropole de **8 h 30 à 17 h**
pour La Réunion, de 11 h 30 à 19 h.

Par courrier : à l'adresse de votre **centre de gestion retraite** qui figure sur la lettre accompagnant votre titre de pension ainsi que sur vos bulletins de pension.

Tableau n°1

Deux conditions à réunir à partir de l'âge de 60 ans ou plus :

- totaliser une durée d'assurance requise tous régimes de base confondus ⁽¹⁾ par rapport à votre date de naissance ;
- avoir obtenu l'ensemble de vos pensions de vieillesse personnelles de tous les régimes, légaux ou rendus légalement obligatoires, de base ⁽¹⁾ et complémentaires ⁽²⁾, français et étrangers, ainsi que des régimes des organisations internationales dont vous avez relevé au cours de votre activité professionnelle.

Date de naissance	Age d'exonération	Durée d'assurance requise tous régimes de base confondus
jusqu'au 31/12/1948	60 ans	160
en 1949	60 ans	161
en 1950	60 ans	162
du 01/01/1951 au 30/06/1951	60 ans	163
du 01/07/1951 au 31/12/1951	60 ans et 4 mois	163
en 1952	60 ans et 9 mois	164
en 1953	61 ans et 2 mois	165
en 1954	61 ans et 7 mois	165
du 01/01/1955 au 31/12/1957	62 ans	166
du 01/01/1958 au 31/12/1960	62 ans	167
du 01/01/1961 au 31/12/1963	62 ans	168
du 01/01/1964 au 31/12/1966	62 ans	169
du 01/01/1967 au 31/12/1969	62 ans	170
du 01/01/1970 au 31/12/1972	62 ans	171
à compter du 1er janvier 1973	62 ans	172

Tableau n°2

Une condition à réunir à partir de l'âge de 65 ans ou plus :

- avoir obtenu l'ensemble de vos pensions de vieillesse personnelles de tous les régimes, légaux ou rendus légalement obligatoires, de base (1) et complémentaires (2), français et étrangers, ainsi que des régimes des organisations internationales dont vous avez relevé au cours de votre activité professionnelle.

Date de naissance	Age d'exonération
du 01/01/1948 au 30/06/1951	65 ans
du 01/07/1951 au 31/12/1951	65 ans et 4 mois
en 1952	65 ans et 9 mois
en 1953	66 ans et 2 mois
en 1954	66 ans et 7 mois
à compter du 1er janvier 1955	67 ans

(1) Les régimes de base comprennent, outre le régime des fonctionnaires civils de l'Etat, celui des salariés du régime général de l'assurance retraite, des professions agricoles (MSA), des commerçants et industriels (RSI), de certaines professions non salariées (CNAVPL)... Pour en savoir plus consultez le site : www.info-retraite.fr

(2) IRCANTEC (hors droits acquis au titre d'un mandat d'élu local) ; AGIRC-ARRCO ; régime additionnel de la fonction publique (RAFP)